



**NANTES MÉTROPOLE**  
**DIRECTION DES SPORTS**

**Marché de prestations de service**

**Maintenance des matériels et installations et astreinte/  
permanence de salles sportives sur les sites métropolitains et  
nantais**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***Procédure formalisée***

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>  
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

**La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)  
Tout dépôt d'offre devra être précédé d'une visite obligatoire (cf. art. 1.1)**

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur une astreinte/permanence « électricité » des salles sportives métropolitaines et nantaises ainsi qu'une maintenance des matériels et installations de vidéos, chronométrage/scoring et sonorisation de ces mêmes salles associée à une astreinte ou permanence pour ces matériels et installations.

Ce contrat prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande.

#### **Visite obligatoire**

Dans le cadre de cette consultation, les candidats sont **impérativement** tenus de visiter les lieux d'exécution des prestations/travaux.

Aussi, les candidats doivent obligatoirement joindre à leur offre l'attestation de visite (selon le modèle versé au DCE) datée et signée par un représentant de l'acheteur.

Afin de convenir d'une date de visite, et selon le ou les lots sur le(s)quel(s) les candidats entendent soumettre une offre, il appartiendra aux candidat de prendre contact avec :

Pour le **Palais des Sports de Beaulieu** :

**Valérie Deniaud**  
Responsable d'équipements  
**06 79 90 34 95**  
[samuel.perraudeau@nantesmetropole.fr](mailto:samuel.perraudeau@nantesmetropole.fr)

Pour la **Salle Sportive Métropolitaine de Rezé** :

**Nicolas Ménoret**  
Responsable technique  
**02 52 10 83 31 – 06 80 37 07 35**  
[nicolas.menoret@nantesmetropole.fr](mailto:nicolas.menoret@nantesmetropole.fr)

Pour le **Complexe sportif de Mangin / Beaulieu** :

**Stéphane Martin**  
Responsable technique  
**02 51 72 43 26 – 07 89 79 06 48**  
[stephane.martin@nantesmetropole.fr](mailto:stephane.martin@nantesmetropole.fr)

Pour le **Stade Marcel Saupin** :

**Abdel Soudani**  
Responsable d'équipements  
**06 85 94 58 45**  
[Abdelhafidh.SOUDANI@mairie-nantes.fr](mailto:Abdelhafidh.SOUDANI@mairie-nantes.fr)

Pour le Stade **Michel Lecointre**

**Wilfrid Bordet**  
Responsable d'équipements

06 87 86 29 66

[Wilfrid.BORDET@mairie-nantes.fr](mailto:Wilfrid.BORDET@mairie-nantes.fr)

**Pour le Complexe du Croissant**

**Sofiane Chergui**

Responsable d'équipements

06 61 91 41 78

[Sofiane.CHERGUI@mairie-nantes.fr](mailto:Sofiane.CHERGUI@mairie-nantes.fr)

ou

**Ahmed Haiti**

Responsable d'équipements

06 49 43 13 00

[Ahmed.HAITI@mairie-nantes.fr](mailto:Ahmed.HAITI@mairie-nantes.fr)

**Pour le complexe sportif Jean Jahan 1 et 2**

**Gilles Cardinaud**

Responsable d'équipements

06 49 43 13 02

[Gilles.CARDINAUD@mairie-nantes.fr](mailto:Gilles.CARDINAUD@mairie-nantes.fr)

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lots.

Lot	Intitulé
1	Maintenance des matériels et installations de sonorisation des salles sportives
2	Maintenance des matériels et installations de vidéo /chronométrage / scoring du complexe sportif Mangin-Beaulieu
3	Maintenance des matériels et installations de vidéo / chronométrage / scoring de la Salle Sportive Métropolitaine de Rezé
4	Maintenance des matériels et installations de chronométrage / scoring de la salle « 500 » du Palais des sports de Beaulieu

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

L'accord-cadre est dénué tout minimum, mais est assorti, d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle et pour l'ensemble des lots, comme suit : **900 000 € H.T** avec la répartition suivante :

Lot	Montant maximum € H.T. / collectivité
-----	---------------------------------------

	Nantes Métropole	Ville de Nantes
1. Maintenance des matériels et installations de sonorisation des salles sportives municipales et métropolitaines	400 000	100 000
2. Maintenance des matériels et installations de vidéo /chronométrage / scoring du complexe sportif Mangin-Beaulieu	10 000	90 000
3. Maintenance des matériels et installations de vidéo / chronométrage / scoring de la Salle Sportive Métropolitaine de Rezé	200 000	
4. Maintenance des matériels et installations de chronométrage / scoring de la salle « 500 » du Palais des sports de Beaulieu	100 000	

#### 1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

#### 1.5 - Nomenclature

<b>Famille nomenclature achats interne</b>	AUS01 Services de réparation et d'entretien des matériels audiovisuels professionnels AUS05 Services de réparation et d'entretien des matériels de sonorisation ELS04 Services de réparation et d'entretien d'éclairage professionnel ELS01 Services de réparation en d'entretien d'installations électriques et électroniques de bâtiment
<b>Code CPV</b>	50343000-1 Services de réparation et d'entretien de matériel vidéo 50342000-4 Services de réparation et d'entretien de matériel audio 31000000-6 "Machines, appareils, équipements et consommables électriques; éclairage" 50116100-2 Services de réparation de systèmes électriques

## **ARTICLE 2 - Conditions de la consultation**

### 2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est d'un an et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de la date de sa notification pour une durée d'un an.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois, dans les mêmes termes, par périodes successives de 1 an.

En cas de non reconduction de l'accord cadre, celle-ci sera expressément signifiée et justifiée par écrit par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

## 2.2- Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante (quelle soit facultative ou obligatoire) découlera strictement de l'application des critères d'attribution visés à l'article 5 ci-dessous qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes (facultatives et obligatoires) présentées.

### 2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

### 2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

## 2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

## 2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
  - x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
  - x le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
  - x Le modèle d'attestation de visite

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est

déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

#### 4.1 - Contenu de la candidature électronique

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat</b>
<b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

**Remarque** : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

## **ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

**Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :** aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

**Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :**

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>40</b>
- Qualité de l'organisation opérationnelle proposée pour répondre aux besoins	10
- Pertinence et adéquation des moyens techniques et humains proposés au regard des attentes (dont encadrement et prise en compte des prestations spécialisées)	15
-Capacité du candidat à s'astreindre à une très forte réactivité tout au long de l'exécution du marché, dont procédure d'astreinte - délais	15
<b>Performance environnementale</b>	<b>5</b>
- Performance des mesures mises en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations : achats responsables pour les fournitures/pièces utilisées au cours du contrat (emballage, mutualisation des commandes, transport, livraison)	5
<b>Prix des prestations (apprécié à l'aune du montant du D.Q.E)</b>	<b>55</b>

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

### **Incohérences constatées dans les prix**

#### **Dans le cas où le marché est conclu à prix unitaire :**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

## **ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**  
**[contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)**